

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18
CCP 30 236 72 D La Source

Déclaration des 8 prisonniers français

PAGE 3

• Martinique

LA VOIE DE LA REVOLUTION

Du 26 au 30 décembre 1977, l'Association

générale des étudiants de la Martinique tiendra son 14e Congrès sur le thème : «*La situation politique en Martinique, le rôle et les tâches de l'AGEM*». Elle nous a fait parvenir à cette occasion l'analyse de la situation en Martinique dont nous publions ci-dessous de larges extraits.

«*Notre congrès se tient à une période où :*

— sur le plan international, les deux superpuissances, le social-impérialisme soviétique et les États-Unis dans leur course effrénée pour l'hégémonie mondiale font peser sur l'humanité le danger d'une troisième guerre mondiale et où parallèlement, les peuples du monde, épris de liberté et de paix, assèment des coups encore plus grands au système impérialiste mondial.

— sur le plan national, l'impérialisme français, en butte à une grave crise économique tente, par tous les moyens, de renforcer sa domination coloniale sur notre pays.

Dès l'instauration du système esclavagiste en Martinique par les colonialistes français, système des plus odieux et des plus barbares que l'humanité ait connu, notre peuple a commencé une lutte inlassable et résolue pour la conquête de sa liberté. Une des caractéristiques du système esclavagiste en Martinique, c'est qu'il créa les conditions pour l'apparition et le développement ultérieur d'une *petite bourgeoisie de couleur aux avant-postes de la lutte politique pour l'assimilation*. Après le renversement du système esclavagiste par les masses esclaves, et après la glorieuse insurrection du Sud de 1870, toute l'histoire politique de la Martinique est marquée par la lutte de cette petite bourgeoisie pour l'assimilation.

En 1946, la Fédération communiste de la Martinique, affiliée au Parti communiste français, force représentant 65 % de l'électorat de l'époque, après avoir fait l'unanimité au Conseil général de la Martinique autour de la revendication d'assimilation, obtient gain de cause. Le 19 mars 1946, la Martinique est érigée en département français. C'est une grande victoire de la petite et moyenne bourgeoisie martiniquaise au détriment des grandes masses du peuple : les ouvriers et les paysans.

(suite page 2)

Encore une victime des flics !

Mardi à Pontoise, un chef de patrouille du «*peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie*» a abattu, d'une balle dans la tête, un jeune homme qui avait soi-disant pris la fuite lors d'un contrôle d'identité. Le flic en question a prétendu qu'il «*s'était senti menacé par le fuyard qui, accroupi dans l'ombre, tenait un objet brillant dans la main*».

On a rien trouvé de tel auprès de la victime qui était hier dans un état désespéré.

Il en faut vraiment peu à ces individus pour mettre en pratique leur entraînement de tueurs et les travailleurs, immigrés ou non, en sont les victimes.

D'autre part, trois flics ont agressé fin novembre une vieille dame de 89 ans et se sont emparés de ses économies (12 000 F). Deux d'entre eux viennent d'être inculpés. Là voilà la police chargée d'assurer la «*sécurité des Français*» !

• Michelin

28000 TRAVAILLEURS EN LUTTE

Un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière de Michelin est en train de s'organiser : une grève générale sur l'ensemble de l'empire Michelin à Clermont-Ferrand, soit plus de 28 000 travailleurs.

Si l'on excepte le printemps révolutionnaire de Mai 68, il n'y a pas eu de grève d'ensemble, unifiée sur les six usines de Clermont depuis 1949. C'est déjà un événement considérable ; une des forteresses ouvrières du pays est en train de passer à l'action. Pourquoi ?

Depuis quelques temps déjà, Michelin, profitant de la crise, prépare son offensive. Estimant sans doute que la période actuelle de foire d'empoigne pré-électorale était propice aux mauvais coups contre la classe ouvrière, il est passé à l'action. Il veut imposer, à partir de 1978, le travail en semi-continu dans ses usines.

LE SEMI-CONTINU : QU'EST-CE QUE C'EST ?
L'objectif final de Michelin est de faire tourner ses ateliers de fabrication 24 heures sur 24 (c'est déjà le cas avec les 3 X 8) ; sept jours sur sept (c'est pas encore le cas) et douze

mois de l'année sur douze (c'est pas encore le cas non plus, mais on y vient progressivement avec la propagande gouvernementale sur l'étalement des vacances).

Pour l'immédiat, au 1er janvier 1978, il veut imposer le semi-continu, c'est à dire faire tourner les ateliers de fabrication à partir de dimanche soir 22 h. Sur l'ensemble, il gagne une équipe de 3 X 8.

Il n'y a pas besoin d'être expert en économie pour comprendre la manœuvre. Les machines tournent plus longtemps, elles sont donc plus vite amorties et rentabilisées, les hommes sont plus longtemps aux machines, donc ils sont plus exploités : opération juteuse pour Michelin.

D'ailleurs, il ne s'en cache pas, et fait courir des bruits alarmistes sur les difficultés de la «*maison*» face à la concurrence américaine ou japonaise. Il essaie même (pourquoi pas), de détourner la colère des ouvriers de Clermont contre les ouvriers américains et japonais qui eux, paraît-il, accepteraient le travail en continu.

(Suite à la page 4).

Editorial

Non à l'aventure néo-coloniale au Sahara Occidental

Au moment de l'enlèvement de coopérants français par le Front Polisario, Giscard a joué l'innocente victime et cherché à faire croire à la neutralité de l'impérialisme français dans le conflit. Le bombardement d'une colonne sahraouie met à nu ses mensonges et démasque encore plus clairement l'aventure néo-coloniale à laquelle voudrait se livrer le chef de l'État impérialiste français.

Cette politique agressive a été préparée de longue date. Sur le plan diplomatique tout d'abord, Giscard n'a jamais voulu reconnaître, malgré les résolutions de l'ONU et de la Cour internationale de La Haye, le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Faisant concurrence aux visées impérialistes des superpuissances, il a cherché à utiliser l'influence que l'impérialisme français conserve encore en Mauritanie et au Maroc pour susciter la division dans cette région d'Afrique, attiser la guerre, et s'ingérer enfin dans le conflit qui oppose le peuple sahraoui au Maroc et à la Mauritanie.

Sur le plan militaire, tout en restant «*neutre*» bien entendu, Giscard a veillé personnellement, en rendant visite au Maroc en 1976, à ce qu'un accord spécial baptisé «*plan Marrakech*» soit signé entre le ministre marocain de la Défense et la délégation ministérielle à l'armement français. Une centaine de bombardiers français «*Mirage*» étaient alors livrés au Maroc tandis que les conseillers militaires français augmentaient dans l'armée marocaine. L'armée mauritanienne n'en a pas été privée non plus puisque son état-major lui-même compte dix-huit hauts officiers français.

Le bombardement criminel «*au napalm et au phosphore*» d'une colonne du Front Polisario, alors qu'elle se trouvait, d'après ce dernier, sur le territoire du Sahara occidental, constitue une escalade ouverte. Le gouvernement français n'a pu, et pour cause, opposer aucun démenti à la dénonciation publique dont il a été l'objet. «*Ainsi, avait déclaré le Front Polisario, l'intervention massive de l'armée française contre notre peuple n'est plus à démontrer*».

De Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, l'a implicitement reconnu en déclarant cyniquement : «*Nos éléments aériens sont susceptibles de concourir à la sécurité de nos ressortissants de Mauritanie*». En même temps, Yvon Bourges, ministre de la Défense, déclarait : «*La France doit être attentive aux conditions dans lesquelles ses approvisionnements sont assurés*». C'est bien reconnaître que, sous prétexte de protéger des coopérants, qu'il y envoie d'ailleurs pour mettre en œuvre ses desseins, le gouvernement vise en fait à protéger les intérêts de la bourgeoisie monopoliste dont il dirige les affaires. C'est pour cette seule et unique raison qu'il se livre à l'ingérence et à des menées agressives auxquelles il faut mettre un coup d'arrêt. Les masses populaires de France doivent s'opposer à cette politique contraire à leurs intérêts comme à ceux des peuples et pays de cette région où l'impérialisme français cherche désespérément à sauvegarder, maintenir, voire renforcer son pillage.

BARRE Y EN A MARRE

La hausse des prix se maintient, la balance du commerce balance, le chômage, ça ne chôme pas, et Barre satisfait de ses brillants résultats (il est bien là pour faire payer la crise aux travailleurs) annonce qu'il faut nous serrer la ceinture pendant encore deux ans !

Avec les monopoles, avec le capitalisme, dont il est le larbin, c'est toujours les travailleurs qui doivent se serrer la ceinture. Avec le capitalisme, c'est comme ça aujourd'hui, ce sera comme ça demain, dans deux, trois ou dix ans.

Alors le capitalisme et tous ses larbins, y en a marre !

DERNIERE MINUTE

Le grand patron des Lavings-glaces est venu de Brest pour rencontrer les grévistes de Nantes. Il s'y était refusé jusqu'ici. Il a proposé d'annuler le 1er licenciement (mais avec mutation) et celui d'un des deux délégués et, pour améliorer les conditions de travail, il maintiendrait les 9 embauches faites pendant la grève. La lutte continue (voir article page 4).



Un travailleur algérien interné abusivement

Mouloud Bouchaal de nationalité algérienne, âgé de trente neuf ans, vit en France depuis 39 ans.

Depuis sept mois, il demande au propriétaire de son appartement d'effectuer des réparations qui sont sous la responsabilité de celui-ci. Le propriétaire refuse pourtant. Plusieurs fois, il va se plaindre au commissariat qui ne fait rien. Bouchaal décide alors de ne plus payer le loyer et prend un autre logement.

Il commence à déménager le 23 septembre. Mais le concierge de l'immeuble lui barre le passage, armé d'une barre de fer que M. Bouchaal parvient à lui enlever. Il se rend immédiatement au commissariat pour déposer la barre de fer et porter plainte.

LA COLLUSION FLICS-DIRECTION DES SERVICES PSYCHIATRIQUES

Là, sans explications, les flics se saisissent de lui et l'emmenent à l'hôpital Saint-Antoine. M. Bouchaal refusant d'être hospitalisé, le médecin de garde s'oppose à son maintien à l'hôpital.

Les flics le conduisent alors à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police, rue Cabanis.

Le lendemain, un médecin-flic statuera sur la «nécessité d'une prise hospitalière», c'est à dire d'un internement. M. Bouchaal est alors conduit en pavillon fermé dans le service du Dr Sevestre à l'hôpital Esquirol de Saint-Maurice.

Cinq jours après, le Dr Sevestre fait un rapport indiquant «La dangerosité n'apparaît plus». Alors que M. Bouchaal devrait donc être libéré, il reste enfermé.

Quinze jours après l'internement, le Dr Sevestre fait un nouveau rapport indiquant que le prisonnier est «un sujet calme et doux».

M. Bouchaal, pendant ce temps, a entamé une procédure judiciaire pour sortir de l'hôpital.

Le 3 décembre 1977, des amis de Mouloud accompagnés d'un médecin, viennent lui rendre visite et obtiennent la communication du dossier. Le médecin examinera Mouloud et ne trouvera «aucun élément d'agitation, aucun élément de confusion, aucun élément délirant justifiant un traitement psychiatrique particulier». Par contre, il observera certains effets secondaires dus aux neuroleptiques que M. Bouchaal est contraint de prendre.

LIBERTÉ POUR M. BOUCHAAL

Actuellement, Mouloud Bouchaal est encore interné de façon scandaleuse à l'hôpital Esquirol de Saint-Maurice.

Le Groupe Information Asile a porté plainte auprès du tribunal de la République pour séquestration et internement illégal. Ainsi que l'indique le GIA, les psychiatres ne visent qu'une chose : à couvrir le propriétaire et refusent de vérifier les dires de l'ouvrier algérien. M. Bouchaal est interné abusivement depuis trois mois pour éviter qu'il ne poursuive en justice le propriétaire qui est dans son tort.

Les directions des services psychiatriques de plus en plus, collaborent avec la police et font œuvre de répression, portant atteinte aux libertés individuelles. Dans nos colonnes, nous avons dans une note de lecture, sur une brochure du GIA évoqué de tels internements abusifs.

d'après une information du GIA

Généralisation de la sécurité sociale

Prévu dès la fin de 1974, la généralisation de la Sécurité sociale va devenir effective à partir du 1er janvier 1978. Cette loi sur la généralisation consiste à faire bénéficier des prestations sociales certaines catégories de la population qui, jusqu'à présent, n'en bénéficiaient pas. S'il est normal que des couches telles que les petits et moyens paysans, les artisans, les commerçants dont on connaît les très grandes difficultés à vivre bénéficient des prestations sociales, il n'est pas juste que cela se fasse sur le dos de la classe ouvrière. En effet, c'est le régime général des salariés qui va encore une fois en faire les frais. Or, proportionnellement, la classe ouvrière y contribue plus que tout autre

Ces catégories de la population avaient recours jusqu'à présent à l'assurance volontaire, à des assurances privées et à l'aide sociale en cas de maladies graves.

AVIS AUX DIFFUSEURS ET LECTEURS DE LA REVUE «PROLETARIAT»

le numéro 15 sortira vers le 20 janvier prochain.

Nous vous demandons d'effectuer sans tarder les règlements de vos prises du no 14, afin de pouvoir payer l'imprimeur qui exige un règlement préalable à la sortie du prochain numéro.

Voici l'adresse et le CCP de notre revue : Proletariat BP 320-13213 Marseille Cedex 1 CCP : no 2190-89 - H centre de Marseille.



• Martinique

(Suite de la page une)

Aujourd'hui, 31 ans après l'assimilation, la départementalisation, loin d'apporter un quelconque bonheur pour notre peuple, représente :

- liquidation de l'économie de la Martinique
- dépendance de plus en plus accrue vis-à-vis de l'impérialisme français
- déficit de la balance commerciale de la Martinique,
- émigration forcée de notre jeunesse
- dégradation des mœurs (drogue, prostitution, etc.)
- Étouffement des valeurs culturelles nationales,
- répression sanglante.

Notre peuple n'a jamais accepté de s'agenouiller devant ses ennemis : l'impérialisme français, les propriétaires fonciers, la bourgeoisie

compradore. Sa résistance à l'exploitation et à l'oppression coloniales se manifeste sous de multiples formes et il n'admet pas le joug colonial.

La petite et la moyenne bourgeoisies, représentées par la Fédération communiste, en comprenant cela et ne voulant pas se discréditer aux yeux des masses, va encore une fois changer de veste. Elle se scinde en deux fractions en 1956. L'une va créer le Parti «communiste» martiniquais, l'autre le Parti progressiste martiniquais.

Parti révisionniste dès sa création, le PCM avança, au lendemain de 1957, le mot d'ordre «d'autonomie en union avec la France». Le PCM et la CGT, syndicat dont il a le contrôle, vont canaliser la grande combativité dont font preuve les masses martiniquaises dans

l'électoratisme et la lutte pour l'aménagement du système colonial : l'autonomie en union avec la France. Le PCM se révèle être le représentant de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière en se présentant en sapeur-pompier de la lutte des classes, en prêchant la collaboration de classe avec les capitalistes colonialistes. Le PCM, parti révisionniste et assimilationniste, n'est pas le parti de la classe ouvrière martiniquaise.

L'analyse de classe de la société martiniquaise permet de conclure que la contradiction principale de la société martiniquaise oppose l'impérialisme français en collusion avec la bourgeoisie compradore et les propriétaires fonciers au peuple martiniquais tout entier dont les forces essentielles sont composées des ouvriers, des paysans pauvres et moyens, des couches inférieures de la petite bourgeoisie. Cette contradiction principale détermine la nature de la révolution martiniquaise. En effet, la révolution connaîtra deux étapes, la première celle de la

révolution nationale démocratique et populaire ; la seconde, l'étape de la révolution socialiste.

La Révolution nationale démocratique et populaire, pour qu'elle triomphe en Martinique, a besoin de la direction de la classe ouvrière martiniquaise. La classe ouvrière doit se dégager de l'emprise idéologique et politique des révisionnistes martiniquais et construire son organisation de combat : le parti marxiste-léniniste, s'allier solidement à la paysannerie pauvre, son alliée naturelle et unir autour de ce bloc ouvrier-paysan, les larges couches du peuple.

Pour guider la lutte de notre peuple jusqu'à la victoire et pour préserver ses intérêts de classe, le prolétariat martiniquais a besoin de son parti d'avant-garde révolutionnaire. La création d'un tel parti en liaison étroite avec le mouvement révolutionnaire des masses, particulièrement ouvrières et paysannes, constitue la tâche principale en Martinique» (...)

• Kampuchéa (Cambodge)

Le président Souphanouvong, membre du Bureau Politique du Comité Central du Parti populaire révolutionnaire lao, président de la République démocratique populaire lao, conduit ces jours-ci une délégation d'amitié lao au Kampuchéa démocratique

(ex-Cambodge). Khieu Samphan, président du présidium de l'État du Kampuchéa, l'a accueilli fraternellement à son arrivée à l'aéroport de Phnom Penh où s'était rassemblée une foule enthousiaste et chaleureuse.

• Zimbabwe (Rhodésie)

Les discussions se poursuivent entre les pays de première ligne (Mozambique, Tanzanie, Zambie, Angola, Botswana) quant à l'attitude à adopter face aux propositions anglo-américaines. Un communiqué issu de ces discussions fait part de la condamnation de ces pays à l'encontre des États-Unis et de la Grande-Bretagne qui encouragent les tentatives de «règlement interne» qui remettrait le pouvoir à des fantoches. Les dirigeants africains ont réaffirmé leur soutien

exclusif aux dirigeants du Front patriotique (composé de la Zanu et de la Zapu).

Depuis le mois de décembre, des discussions se mènent entre les deux composantes du Front mais on ne connaît pas encore le résultat de ces discussions. Cependant, la lutte armée menée par ces deux mouvements s'intensifie. Samedi, ils ont attaqué une base aérienne rhodésienne, de grande importance ; il s'agit de la base aérienne de Grand Reef.

• Djibouti

L'attentat à la grenade, perpétré jeudi dernier dans un bar de Djibouti, a finalement fait 5 morts et 32 blessés. Il est attribué à un mouvement d'opposition essentiellement composé de membres de l'ethnie Afar.

Cinq ministres de Djibouti, également Afars, ont démissionné du gouvernement pour protester contre la politique «d'oppression tribale» que le gouvernement aurait développé, après ces attentats, contre les Afars.

Les problèmes ethniques de la jeune République de Djibouti, peuplée d'Afars et d'Issas, sont le legs du colonialisme français qui,

à Djibouti comme ailleurs, a toujours appliqué la même politique de diviser pour régner. Pourtant, c'est ensemble qu'Afars et Issas ont lutté contre l'oppression coloniale pour imposer l'indépendance de Djibouti.

Aujourd'hui la corne de l'Afrique est en proie à l'agression déguisée des deux superpuissances qui se disputent l'hégémonie dans la région. L'impérialisme français, qui maintient encore 4 200 militaires à Djibouti, intrigue de son côté. Seule l'unité du peuple de Djibouti saura déjouer ces nouveaux complots.

• Conférence de Belgrade

La conférence fut bloquée pendant 48 heures pour une question de procédure qui a tout de même son importance.

L'URSS, estimant que les échanges de vues sur l'application des accords d'Helsinki étaient terminés et qu'il ne fallait plus en reparler dans le nouvel ordre du jour. Cela veut dire qu'il n'était plus question de revenir sur la ques-

tion des droits de l'homme.

On comprend l'empressement de l'URSS de vouloir en finir avec cet ordre du jour. C'est que ce pays où règne le social-fascisme, n'aime pas qu'on lui fasse des remarques à ce sujet car elles ternissent l'image de marque que l'Union soviétique veut se donner en se servant de son passé de pays socialiste.

• Afrique du Sud

Alors que le gouvernement raciste de Vorster poursuit sa politique répressive (deux journalistes, anciens dirigeants de l'Union des journalistes noirs viennent d'être arrêtés), les mouvements de libération nationale relancent la lutte armée.

Le président du Congrès national africain (ANC) vient de lancer un appel au peuple azanien

pour intensifier la lutte armée.

«Notre tâche pour 1978, est de nous armer... En supprimant les organisations pacifiques, et non-violentes, l'ennemi ne fait que pousser le peuple vers les armes, renforçant ainsi notre avant-garde révolutionnaire et contribuant à sa propre défaite finale». Il faut soutenir et intensifier les attaques sur tous les fronts».

ECONOMIE DES PRINCIPAUX PAYS CAPITALISTES

Angleterre. Etats Unis. France. Allemagne. Japon (précis historique)

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age : la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution antiféodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire 38 F. En vente aux librairies : Les Herbes sauvages. La Force du Livre Paris 20e Lyon 1e et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.



60 millions pour décembre

Une lectrice de Gémenos

«Fidèle à l'idéal de mon père»

«Réabonnée cette année à l'Humanité rouge et à divers autres journaux, c'est avec un «mal au cœur» croissant que je lis les appels à la souscription pour les 60 millions et les difficultés que rencontrera le journal si les 60 millions ne sont pas atteints fin décembre (...).»

«Fidèle à l'idéal de mon père qui a su, lui, faire preuve des plus grandes abnégations, je veux avec cet envoi de 1000 F montrer que je suis d'accord avec la ligne politique du journal.»

«Pour ma part, je constate-il me semble- que si tous les sympathisants, tous les lecteurs avaient donné dans l'espace de trois mois une certaine somme proportionnelle à leur salaire, les 60 millions auraient été largement atteints.»

La chorale «La Communarde»

«Face aux attaques anticommunistes et fascistes»

«Suite à votre appel à la souscription au journal HR les camarades de la chorale «La Communarde» ont décidé d'apporter leur contribution à la campagne pour les 60 millions. Face aux attaques anti-communistes et fascistes dont fait l'objet l'Humanité Rouge, il est primordial de soutenir la presse révolutionnaire.»

Uckange (Moselle)

«Le chiffre que nous nous étions fixé, est atteint»

«Ci-joint un chèque de 800F, souscription du CDHR Chou En-Lai de Uckange-Fameck depuis le 15 octobre, date du premier envoi d'argent. Nous nous excusons de ne pas avoir envoyé l'argent régulièrement depuis (...). Nous nous étions fixé d'atteindre le chiffre de 2000 F de souscription avant le 31 décembre. Ce chiffre est atteint aujourd'hui et nous savons qu'il sera dépassé (périodes de fêtes et gratifications de fin d'année !)...»

• Bordeaux

«Zimbabwe Chimurenga!»

Chimurenga, en langue shona, signifie révolution ou lutte armée. Il indique un rejet complet de la domination et de l'occupation étrangères, ainsi qu'une transformation totale de la société et du peuple zimbabwéen.

«Zimbabwe chimurenga!». Ce cri jaillit à plusieurs reprises des poitrines des 150 participants au grand meeting de solidarité organisé jeudi soir, 15 décembre, sur le campus universitaire à Talence.

Après une minute de silence en hommage à tous les martyrs tombés sous les balles des mercenaires de Smith, et tout particulièrement à ceux, femmes, enfants, vieillards, sauvagement assassinés lors de l'agression contre un camp de réfugiés au Mozambique, le meeting débuta par une intervention d'un représentant du Comité Zimbabwe qui expliqua, de manière simple et détaillée, l'origine historique de la situation en Zimbabwe, la nature colonialiste et raciste du régime de Rhodésie, la lutte séculaire d'un peuple qui ne s'est jamais soumis totalement au joug colonial, sans oublier de mentionner l'environnement international dans lequel se développe cette lutte, le jeu particulièrement fourbe et hypocrite des puissances impérialistes, dont la France, qui condamnent en parole un tel régime mais refusent d'appliquer les sanctions économiques votées par l'ONU, le camarade du Comité Zimbabwe termina son intervention en soulignant la nécessité de recourir à la lutte armée la plus implacable pour en finir à jamais avec l'oppression, le colonialisme et le racisme.

C'est ensuite un camarade de la ZANU qui apporta des précisions sur les tentatives de Smith pour sauvegarder les intérêts des color blancs et de l'impérialisme en négociant avec des individus qui ne représentent en rien le peuple combattant du Zimbabwe.

Ce camarade de la ZANU expliqua les objectifs et la tactique du Front patriotique, seul représentant légitime du peuple zimbabwéen, les grands succès déjà remportés et les obstacles à franchir dans l'avenir. Il sut communiquer à toute l'assistance son espoir et son enthousiasme pour une victoire aujourd'hui très proche.

Un débat succéda aux applaudissements. De nombreuses questions furent posées aux orateurs, témoignant du vif intérêt du public pour cette lutte exemplaire.

Des messages de soutien de l'ASEC (Comores), de l'AGEG (Gabon), de l'UNECAS (Côte d'Ivoire et Somalie), de l'ACF (Canaques), de l'UEEF (Éthiopie), de l'UEG (Guyane), de l'UCF (ml) et du Comité de parti de Bordeaux du PCMLF ont été remis au camarade de la ZANU.

LES VÉRITABLES RAISONS DE L'INTERVENTION DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS



Les paras français à Zouerate, c'est cela la «neutralité» de Giscard. L'armée française hors d'Afrique du Nord.

Le Sahara occidental représente un enjeu de choix pour l'impérialisme français. Outre les réserves de fer, uranium, pétrole et gaz encore non exploitées, s'y trouvent d'immenses réserves de phosphates : 10 % des 80 milliards de tonnes des réserves mondiales. Le gisement de Bou Craa, le plus important au monde, recèle à lui seul deux milliards de tonnes à forte teneur (70 à 80 %) exploitables à ciel ouvert. En plus de l'immense richesse qu'ils représentent, ils sont vitaux pour l'agriculture européenne. Cela explique les investissements énormes auxquels ont participé notamment les banques de Paris et des Pays-Bas et la banque Rotschild.

Si l'impérialisme français pouvait mettre la main sur le Sahara occidental, il pour-

rait espérer contrôler le biais de la forte influence qu'il conserve au Maroc (60 % de la métallurgie, 50 % des cimenteries et 40 % de la chimie) une partie non négligeable du marché mondial du phosphate. De même, c'est pour

contrôler son approvisionnement en fer que l'impérialisme français a investi des capitaux énormes en Mauritanie. La «Miferma», consortium à nombreux capitaux français (Rotschild, Usinor, etc.), a été à l'origine de la construction des

652 km de voie ferrée reliant les gisements de Zouerate au port de Mouadhibou contre lesquels le Front Polisario a lancé des attaques. Certes, la Mauritanie fait des efforts pour se dégager de ce contrôle impérialiste et a notamment nationalisé, en 1974, l'exploitation du fer. Mais l'importance du fer mauritanien pour la sidérurgie française incite les monopoles à persister dans leur volonté de contrôle. Elle explique aussi la violence de l'escalade à laquelle l'impérialisme français s'est livré contre le peuple sahraoui, s'ingérant sans vergogne dans le conflit qui l'oppose à la Mauritanie.

Déclarations des français détenus par le Front Polisario

L'Agence Algérie Presse Service a pu s'entretenir avec les huit prisonniers quelque part en territoire libéré du Sahara occidental. Ils ont reconnu que «leur travail contribuait directement au renforcement du dispositif militaire mauritanien de Zouerate». Trois d'entre eux déclarent «qu'ils ont effectué des travaux de réparation et de montage sur de l'équipement militaire. Ils ont affirmé avoir réparé

des véhicules et monté des plaques de support de mitrailleuses et de mortiers sur des camions militaires».

Ils ont lancé un appel «pour le rapatriement de tous les Européens travaillant en Mauritanie» et ont affirmé : «Le gouvernement français ne s'est inquiété de notre sort que dans la mesure où notre situation justifiait le renforcement de son intervention militaire en Maurita-

nie». Toujours d'après l'APS, l'un d'entre eux, chef d'équipe de la voie ferrée, capturé le 25 octobre dernier, près de Zouerate, a déclaré : «J'ai été trompé en France par la direction de la SNCF... Le gouvernement français est seul responsable de ce qui arrive. Si j'étais Sahraoui, je serai moi aussi guérillero, parce qu'en fin de compte, ils défendent leur patrie, leur vie et leur liberté».

Le général Soisson aux troupes de la majorité:

«Silence dans les rangs et je ne veux voir que deux têtes!»

Le chef du Parti républicain (giscardien) est intervenu pour mettre un peu d'ordre dans les rangs de la majorité. Quand on sait qu'à ce jour, il y a quatre candidats de la majorité face à Mitterrand, dans la Nièvre, on comprend sa préoccupation.

Ajoutons, (détail !) que le RPR gaulliste de Chirac entend présenter un candidat contre Royer dans son

fief de Tours. C'est Michel Debré qui s'attaquerait à l'ancien ministre de Pompidou. Et, (autre détail !) qu'Edgar Faure est menacé d'exclusion du Parti radical (de droite) parce qu'il serait trop gentil avec le RPR, tandis que Jean-Jacques Servan-Schreiber, membre lui aussi du Parti radical, vient de déclarer qu'il ne voulait pas d'une majorité unie,

si le RPR en faisait partie. La proposition de Soisson est de ne présenter au premier tour des législatives que deux candidats de la majorité. Un gaulliste du RPR et un de la «majorité présidentielle», c'est à dire du Parti républicain, des centristes et des radicaux. C'est ce qu'il appelle «dégager les deux principaux courants de la majorité».

Le candidat giscardien-centriste-radical aurait le soutien officiel et explicite de Giscard d'Estaing et de Barre.

Pour le Parti républicain, c'est le moyen de regrouper un peu plus autour de lui (et sous ses ordres) les centristes, les radicaux et la clientèle de petites et moyennes entreprises que regroupent ces partis. Et c'est aussi pour le PR, parti des monopoles, le moyen de s'opposer à l'autre parti qui représente lui aussi les monopoles, le parti de Chirac.

Condamnation contre un responsable du PFN 18 mois avec sursis

Un responsable du Parti des forces nouvelles, le PFN, a été condamné à 18 mois de prison avec sursis. Le dénommé Jean Fuseau était accusé d'avoir organisé une «opération punitive» contre un groupe de jeunes qui devait se rendre à Paris pour une manifestation de soutien aux comités de

soldats, de blessures volontaires sur un étudiant lors de la grève de la faculté de droit de Rennes en 1976, d'avoir cassé la vitrine d'un café servant, selon lui, «de rendez-vous à des gauchistes».

Les dirigeants du PFN, c'est vraiment du beau monde...

SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES MAROCAINS

70 étudiants marocains ont entrepris, à Saint-Étienne, une grève de la faim par solidarité avec les prisonniers politiques détenus au Maroc et qui, eux-mêmes, font depuis un mois et demi la grève de la faim pour obtenir une amélioration de leurs conditions de détention (rappelons la mort récente de Saïda Menebhi, l'une parmi ces prisonniers). Il y a environ 80 étudiants marocains inscrits à l'université stéphanoise.

A nos lecteurs et diffuseurs

Dans notre prochaine édition hebdomadaire (datée du vendredi 23 décembre), paraissant sur 8 pages, dans les 4 pages sur la préparation de la bataille politique de 1978, deux pages seront consacrées à Clermont-Ferrand et à Paris 13e.

Pour pouvoir diffuser plus largement ces éditions hebdomadaires, passez vos commandes à l'administration : Humanité rouge BP 61 75861 - Paris Cedex 18.



• Michelin

Contre le semi-continu !
Pour les 40h, samedi et dimanche
chômés, sans perte de salaire

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !

Suite de la page une)

Hier, c'était le pétrole, aujourd'hui, ce serait les ouvriers japonais ? NON ! le véritable responsable, c'est le capitalisme ; Michelin et tous ses pareils avec leur soif insatiable de profit et s'engraissant toujours plus sur le travail de la classe ouvrière.

LA RIPOSTE OUVRIERE : DÉLÉGATIONS DE MASSE, GREVE SUR LE TAS, SEQUESTRATION DE CADRES

Sur cet horaire en semi-continu, Michelin, pour semer la confusion, et la division faisait circuler les bruits les plus contradictoires : il embaucherait 1 100 ouvriers supplémentaires, telle équipe d'après-midi serait favorisée, telle autre de nuit serait compensée.

Mais la semaine dernière, au cours d'une délégation de masse, on a eu le fin mot de l'affaire : sur une note de service, trouvée dans un bureau et destinée aux chefs d'ateliers, les choses sont claires : tout le monde est lésé, les repos du samedi et du dimanche sont compromis pour toutes les équipes ; pas de doute, c'est une attaque en règle contre la classe ouvrière de Michelin.

(...) Pour se défendre contre les mauvais coups, il n'y a qu'une solution sûre et sérieuse : la lutte unie et résolue.

Toute la semaine dernière, il y a eu des débrayages et des délégations de masse dans tous les ateliers, impulsés par la CFDT. A partir de jeudi, le mouvement devient plus massif. Jeudi, tout le service (environ 1 500 ouvriers) part en délégation.

Re-délégation vendredi, surtout dans les ateliers de production. le climat est à l'action dans toute l'usine. Plusieurs débrayages répétés. Ça discute partout dans les ateliers, les réfectoires, on circule d'un atelier à l'autre, on va aux nouvelles.

Samedi matin, au service OCT, deux délégués patronaux et un chef de service sont séquestrés dans leur bureau «aquarium». Au service TV idem. Dans la nuit de vendredi à samedi, le chef avait déjà été retenu jusqu'à 3 h. du matin par les ouvriers qui lui demandaient des explications.

Samedi dans la journée, de fil en aiguille, ça se sait partout. Aussitôt, on se met en grève et on va voir à OCT. Tous les ouvriers de l'usine défilent devant l'aquarium où se trouvent les chefs. A ces moments, il y a jusqu'à 3 000 ouvriers à OCT. Chacun exprime sa colère devant ces larbins du patron.

Mais déjà, les manœuvres de démobilitation apparaissent. Michelin propose : «Si vous les libérez, on négocie lundi». Les syndicats sont débordés, de divergences apparaissent sur ce qu'il faut faire. Certains militants syndicaux combattifs interviennent pour dire : «Depuis 68, on n'a pas eu un tel mouvement chez Michelin. Pourquoi les libérer ? Si on les libère, on n'aura que des promesses. Il n'y a qu'à les conserver jusqu'à l'équipe de nuit. Il n'y a qu'à les garder jusqu'à ce qu'ils négocient». Profitant de la confusion, deux chefs s'enfuient en sautant par une fenêtre. Finalement, les directions syndicales réussiront à faire libérer les chefs.

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS ! MICHELIN DOIT CÉDER !

Que Michelin ait accepté de négocier tout de suite, même si ce n'est pas son habitude, cela ne prouve en rien qu'il ait cédé. Simplement, il a vu que la température a monté partout et il a commencé à manœuvrer pour démobilitiser. Michelin doit céder. Vu la combativité et la détermination des ouvriers, il est tout à fait possible de le faire céder.

Pour cela, il faut un rapport de force. Tous ensemble, et en même temps, les ouvriers de Michelin représentent une force immense.

On ne négocie pas à froid.

On négocie sur la base de la force du mouvement, grève, occupation et y compris séquestration des larbins du patron. Il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre. Si Michelin a accepté de négocier tout de suite, contrairement à son habitude, n'est-ce pas parce qu'on a séquestré massivement ses chiens de garde ?

Non seulement Michelin doit céder sur le semi-continu, mais vu la volonté de lutte et la combativité des ouvriers, il est possible de le faire céder sur le samedi et dimanche chômés, 40 heures sans perte de salaire.

Tous ensemble et en même temps, Michelin cédera !

Le 18/12/77 - Cellule Joseph Staline du PCMLP
Parti communiste marxiste-léniniste de France.

• Nantes-SNCF

Soutien total aux grévistes de laving-glace !

Les travailleurs de Laving-Glace, chantier SNCF de Nantes, en majorité des femmes, sont en grève et occupent leurs locaux depuis maintenant plus de six semaines.

Compte-tenu de leur petit nombre (une quarantaine), compte-tenu du roulement incessant sur ce chantier où les conditions de travail sont particulièrement dures (ce qui ne favorise pas l'établissement de liens entre travailleurs), compte-tenu enfin des multiples pressions, y compris violentes, qu'ils ont subies, une lutte d'une telle durée témoigne d'une remarquable détermination : elle mérite un grand coup de chapeau !

Reprenons-en l'histoire depuis la création, il y a quelques mois à peine, d'une section syndicale CFDT, jusqu'à ces fêtes de fin d'année qu'ils vont passer en lutte, en réflexion bien rendu compte que la section CGT, regroupant uniquement la maîtrise, «était vendue au patron», et ne se préoccupait absolument pas de la défense de leurs intérêts.

C'est avant l'été que fut constituée la section CFDT, syndiquant en trois semaines 40 travailleurs sur les 70 employés par Laving-Glace dans le cadre SNCF sur Nantes, St-Nazaire, Le Croisic. Les travailleurs s'étaient bien rendu compte que la section CGT, regroupant uniquement la maîtrise, «était vendue au patron», et ne se préoccupait absolument pas de la défense de leurs intérêts.

D'ailleurs, cette section CGT non seulement ne participe pas à la grève, mais s'y oppose : ses représentants au Comité d'entreprise ont même voté le licenciement de deux délégués CFDT demandés par le patron après le déclenchement du conflit. Cela a fait un tel bruit que la CGT s'est vue obligée de désavouer et même exclure ses deux représentants au CE ; cela ne fera pas oublier pour autant que Labbé, responsable du syndicat CGT des Ports et Docks (auquel est rattachée la section Laving-Glace) a trouvé normal le licenciement contre lequel a été déclenchée la grève.

De plus, la CGT n'apporte strictement aucun soutien à la grève : elle s'est contentée d'envoyer un commando de gros bras... pour intimider le piquet de grève et l'accuser d'empêcher ceux qui le voulaient de travailler !

La direction, de son côté, a embauché, dans le courant de la grève, un individu habituellement videur dans une boîte de nuit : il était là évidemment pour intimider les travailleurs, particulièrement un délégué (la manœuvre ayant échoué, il est parti au bout de trois jours). Elle a embauché aussi des chômeurs pour faire le travail des grévistes et a eu le concours de la police pour les accompagner au travail et de la SNCF qui lui a prêté des locaux pour remplacer celui qui était occupé par les grévistes et où est entreposé le matériel.

Le SOUTIEN

On le voit, les grévistes ont affaire à un adversaire

fort et qui ne lésine pas sur les moyens pour les mettre à genoux.

Aussi la nécessité du soutien et de la solidarité future ressentie très vite ; ainsi fut organisé un gala (avec participation de la troupe Jean Rigolet de Nantes et d'une chorale de Rennes)

- comité de soutien (avec les grévistes) : près de 1 000 affiches de popularisation ;

tract réalisé et diffusé sur la plupart des boîtes par la section et le comité de soutien ;

affichage d'appel à la manif ; collectes diverses : à la sortie d'un match de foot (pendant ce temps, un permanent de l'UL assistait au match, en sortant, il remarqua qu'il faisait bien froid !); sorties de cinéma, des grands magasins, etc. ; prise en charge des jouets pour les enfants des grévistes (pour Noël); organisation du réveillon du Premier de l'an ;

déplacements et

paravant ne rien connaître à l'affaire, se permit d'arracher le micro à un délégué des grévistes en précisant : «C'est l'UL qui commande.» Lui et d'autres représentants de la «structure» syndicale firent échouer le blocage des trains souhaité par la majorité des grévistes et des manifestants : à force d'insister, sur les risques d'intervention des flics, et de faire trainer les choses en longueur, ce qui était possible au début avec près de 1 000 manifestants, ne l'était plus après trois quarts d'heure de palabres !

Maintenant, des responsables de l'UL font courir des bruits et des calomnies sur des gens dans le comité de soutien qui «manipulent les travailleurs», les «laisseront tomber quand il y aura la répression», etc. Voilà qui ne facilite par l'élargissement nécessaire du soutien, car ces bruits là ne courent pas qu'en direction des travailleurs de Laving-Glace

QUE PENSER DE TOUT CELA ?

Dans cette affaire, l'UL-CFDT semble bien plus préoccupée «de diriger, de commander, de contrôler» que des intérêts et des revendications des travailleurs. Sinon, elles attacheraient plutôt à tout faire pour élargir le soutien, encourager les grévistes (au lieu de leur parler sans arrêt de la répression, des flics, des «manipulateurs...»). Le Comité de soutien a fait avec les grévistes l'essentiel (et de loin) du travail de popularisation, collecte, etc.

Taper sur le Comité de soutien, n'est-ce donc pas affaiblir la lutte ? Prétendre qu'il est contre le syndicat, n'est-ce donc pas chercher à couper les grévistes de ceux qui les soutiennent ?

Il vaut mieux renforcer tout ce qui unit les travailleurs dans la lutte et élargir le soutien jusqu'à une victoire qui serait un grand encouragement pour tous, une victoire pour tous les travailleurs !

grève à laving glaces

NETTOYAGE = ESCLAVAGE



à l'issue duquel fut lancé un comité de soutien. Il regroupe des militants de la CFDT et aussi de la CGT ainsi que d'organisations politiques, sur la base de l'adhésion individuelle (n'y figure personne du PC ou du PS).

Dans un conflit de cette sorte, l'importance du soutien saute aux yeux. En voici le tableau :

- partis de gauche (municipalité, etc.) : rien.
- CGT : rien.
- UL-CFDT : un tract tiré au dernier moment (deux jours avant la manifestation du 14 décembre : plus d'un mois après le début de la grève) et souvent non distribué.

Une affichette appelant à un «meeting» (et non une manif comme l'avait décidé les grévistes).

- paysans : produits divers : lait, oeufs, choux...; ils ont invité les grévistes à venir chercher des légumes dans leurs champs et à les aider à l'arrachage ; des pêcheurs ont aussi porté du poisson.

contacts pour élargir le soutien.

LA MANIF DU 14

Ce jour-là, un permanent de l'UL-CFDT, qui avait quelques heures au-

• Rennes

Lutte chez les travailleurs sociaux en formation

Les quatre unités de formation (animateurs, éducateurs assistants sociaux, conseillers ménagères) de l'Institut de formation aux carrières sociales de Rennes sont en grève et occupent les locaux pour :

- un statut de travailleur en formation (SMIG minimum, convention de stage, droit de congé maladie, etc.). Ce mouvement s'inscrit dans un mouvement national. Les grévistes demandent depuis une semaine la convocation immédiate d'une réunion du Conseil d'ad-

ministration pour discuter (en vue d'aboutir) deux revendications : droit syndical, convention de stage unique régional.

La direction refuse : les grévistes ont donc occupé le CREAM (Centre de l'enfance et de l'adolescence inadaptées) le 13 décembre, pour faire pression sur son directeur, qui est président du Conseil d'administration.

La direction a répondu par menaces, chantage... et les flics...

Affaire à suivre.